



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
DREAL Occitanie
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 Montpellier Cedex 02

Montpellier, le 06/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOCAMA INDUSTRIE

105 rue de la Garenne
34740 Vendargues

Références : UD34/H3/MT/2024/086
Code AIOT : 0006601168

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2024 dans l'établissement BIOCAMA INDUSTRIE implanté lieu-dit La Peyrière 34570 Pignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOCAMA INDUSTRIE
- lieu-dit La Peyrière 34570 Pignan
- Code AIOT : 0006601168
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installations de tri transit de déchets non dangereux inertes et non inertes issus du BTP sur

l'emprise d'une carrière hors d'exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôle des rejets dans les eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 20/03/2003, article 4.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
4	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 21/06/2024, article R.541-43-1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Capacités des installations	AP Complémentaire du 30/05/2018, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Application de l'arrêté "sécheresse"	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4	Sans objet
3	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 21/06/2024, article R.541-43	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement a levé la non-conformité relative à la traçabilité des transferts transfrontaliers de déchets, qui avait donné lieu à une mise en demeure en 2023.

Cependant la déclaration des terres excavées réceptionnées, via le registre national dématérialisé RNDTS, reste à mettre en œuvre.

Concernant la recherche des substances "PFAS" dans les rejets d'eaux souterraines, les actions d'analyses sont en cours.

Par ailleurs, des mesures correctives sont demandées à l'issue de la visite, concernant le suivi des consommations d'eau pour déterminer le taux de recyclage des eaux dans les installations, et concernant l'analyse annuelle des eaux rejetées dans le milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3 et 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation des campagnes d'analyses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 3 :</u> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> <p><u>Article 4 :</u> Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.[...] Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.[...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :[...] - Rubrique de la nomenclature des installations classées 2791 : Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté : 9 mois[...] Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial. III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant, qui est soumis à l'arrêté « PFAS » en raison de son régime d'autorisation au titre de la rubrique 2791, a fait réaliser à ce jour 2 campagnes de prélèvements dans le rejet d'eaux pluviales à l'aval de l'aire de stockage de déchets bruts. Ces prélèvements ont été réalisés les 30 mai et 21 juin par le laboratoire accrédité Eurofins. Les résultats devraient être connus le 8 juillet et seront publiés sur l'application ministérielle GIDAF. La 3ème et dernière campagne est prévue en juillet. Les délais réglementaires de réalisation de</p>

ces analyses, dont l'échéance était fin mai pour la 3ème campagne, sont dépassés. Cependant il apparaît que l'exploitant, qui a fait face à des difficultés pour faire appel à un laboratoire accrédité, a pris les mesures nécessaires pour satisfaire dans les meilleurs délais à la réglementation, malgré ce retard.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des rejets dans les eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2003, article 4.7

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles annuels

Prescription contrôlée :

Un prélèvement d'eaux pluviales est réalisé au moins une fois par an en sortie du bassin de décantation aux fins d'analyse des paramètres visés à l'article 4.2 ci-dessus. Les résultats sont transmis à l'inspecteur des installations classées.

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de résultats d'analyses des eaux de ruissellement en sortie de l'aire d'entreposage des déchets bruts.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il lui est demandé de faire réaliser des analyses sur les paramètres mentionnés à l'article 4.2, en complément de la 3ème campagne de recherche des PFAS prévue au mois de juillet, et d'en justifier la réalisation sous 30 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/06/2024, article R.541-43

Thème(s) : Actions nationales 2024, Registre chronologique des déchets

Prescription contrôlée :

I.-Pour l'application du I de l'article L.541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans.

Constats :

Il a été vérifié par sondage lors de la visite que l'exploitant a mis en place, pour ce qui concerne les expéditions de déchets (notamment les transferts transfrontaliers), un registre chronologique

<p>des déchets, permettant de tracer, via un tableau informatisé et l'archivage documentaire, l'ensemble des éléments exigés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets.</p> <p>Il est à noter que la non-conformité de ce registre avait donné lieu à la suite de l'inspection réalisée le 21 février 2023 à une mise en demeure par arrêté préfectoral n°2023-05-drcl-0177 du 3 mai 2023. La présente visite permet donc de confirmer la remise en conformité de la société concernant ces prescriptions réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/06/2024, article R.541-43-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Registre national des terres excavées et sédiments</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p> <p>Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement réceptionne notamment des déchets inertes de type « terres excavées ». Ces matériaux font l'objet d'un traitement sur le site par criblage/concassage, afin de récupérer la fraction valorisable, le résiduel étant quant à lui éliminé en ISDI sur le site d'Aniane de la société. Selon la réglementation, ces terres excavées doivent être déclarées sur le registre national des terres excavées et sédiments (RNDTS). L'exploitant a indiqué que la mise en place de cette déclaration sur le registre sera initiée au mois de juillet, après adaptation des procédures et logiciels informatiques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de confirmer sous 30 jours de la mise en œuvre effective des déclarations sur le RNDTS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 5 : Capacités des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/05/2018, article 1.1

Thème(s) : Situation administrative, Capacité des installations

Prescription contrôlée :

Liste des installations classées exercées sur le site :

Le présent tableau remplace le tableau des installations classées fourni à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2023. [extrait]

2517-2	Station de transit de produits minéraux solides ou de déchets non dangereux inertes, la superficie de l'aire de transit étant : 2) supérieure à 10 000 m ² mais inférieure ou égale à 30 000 m ² ,	Stockage de produits bruts de démolition sur 17 000 m ² , stockage de produits traités sur 8000 m ² , Surface totale de l'aire de transit de 25 000 m ²	E
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1) supérieur ou égal à 1000 m ³ ,	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes issus des chantiers de démolition, déconstruction de bâtiments, de travaux publics, de centre de tri, de déchetteries et d'unités de fabrication d'éléments en béton, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant de 3000 m ³	A
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses, la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux pouvant se trouver mélangés à des déchets non dangereux issus de chantier ou d'activités liés au secteur du BTP,	DC

	2) inférieure à 1 tonne,		
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant 1) supérieure ou égale à 10 tonnes par jour,	Installation de pré-broyage de déchets non dangereux triés avant chargement, la quantité de déchets traités par jour étant supérieure à 10 tonnes,	A

Constats :

Concernant la rubrique 2716 de la nomenclature, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter lors de l'inspection d'état des stocks récent des déchets non-dangereux non-inertes. Le dernier état des stocks disponible date de janvier dernier. Ceux-ci sont constitués des déchets bruts en attentes de tri, et des déchets après-tri de type plastiques, papiers-cartons, bois, DIB en mélange

...

Selon une estimation sur le terrain la quantité présente le jour de l'inspection était d'environ 3000 m³, ce qui constitue la limite fixée par l'arrêté.

Par ailleurs, la société Biocama Industries indique son intention de procéder à un porter à connaissance (PAC) en vue d'augmenter cette capacité. En application de la note de la DGPR du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement, il sera nécessaire de déposer une demande d'examen au cas par cas si l'augmentation de capacité sous la rubrique 2716 dépasse en elle même le seuil de l'enregistrement fixé à 1000 m³ (cf. étape 1.b de la note). Cet examen au cas par cas permettra de déterminer si le projet nécessite ou non une procédure complète d'autorisation avec évaluation environnementale.

Par ailleurs, si l'augmentation de capacité excède 10 %, le dossier de PAC devra comporter une évaluation des dangers et inconvénients, avec comme référence la dernière situation ayant donné lieu à une consultation du public (cf. étape 2.b de la note). Si les dangers et inconvénients paraissent augmentés significativement, la modification sera considérée substantielle, impliquant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation environnementale sans évaluation environnementale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de communiquer à la DREAL l'état des stocks, dont la réalisation est prévue mi 2024, permettant de se prononcer sur la situation au regard de la limite réglementaire de 3000 m³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Application de l'arrêté "sécheresse"

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;[...]</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement prélève dans les eaux souterraines par un forage un volume supérieur à 10 000 m3/an (18 937 m3 en 2023). Il est donc soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/23, sauf s'il peut justifier de l'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à ses prélèvements, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur, conformément à l'article 3.</p> <p>L'exploitant estime relever de cette exemption étant donné qu'il recycle l'eau via une installation de clarification, mais n'est pas en mesure de fournir les justificatifs exigés au 5° de l'article 4.</p> <p>Il indique que le remplacement de certains compteurs défectueux, pour lequel il a déjà réalisé un devis, permettra de justifier du taux de recyclage de l'eau pour ses installations de lavage/traitement des matériaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place dans les meilleurs délais les moyens de comptage et de suivi lui permettant de répondre aux obligations des points I-1° à I-3° ou du I-5° de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30/06/23, et de s'engager sous 30 jours sur le calendrier de mise en œuvre en apportant les justificatifs utiles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours